



# TERMES DE REFERENCE (TDR)

## DE CONSULTANCE POUR

### ÉVALUATION EN TEMPS REEL DE LA REPONSE D'ACF A LA CRISE DU NORD KIVU M23 EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

### 08/10/2023

Nom d'urgence	Crise du M23 - Nord-Kivu
Localisation	Goma - Mweso - Bambo (Nord Kivu)
Secteur	WASH, SMSPS, nutrition, santé
Date de début	01/11/2023
Date de fin	15/12/2023
Langue d'intervention	Français/Kiswahili

Action contre la Faim (ACF), fondée en 1979, est la principale ONG, reconnue d'utilité publique, de lutte contre la faim dans le monde. ACF intervient dans près de 50 pays, venant en aide à environ 21 millions de personnes par le biais de nos différents domaines d'expertises : Nutrition et santé, Sécurité alimentaire et des moyens d'existence, Eau, assainissement et Hygiène, Santé mentale et pratiques de soins infantiles et Plaidoyer.

## 1. OBJECTIFS DE LA CONSTULANCE

L'objectif de cette consultance est de réaliser une **Evaluation En Temps Réel (RTE) de la réponse d'urgence d'ACF à la CRISE DU NORD KIVU M23 en RDC**. Il s'agira alors de collecter les informations dans la zone géographique de Goma.

Les Évaluations en Temps Réel (RTE) permettent d'apprécier et d'évaluer la qualité et la rapidité de la phase initiale d'une réponse d'urgence. Les RTE permettent à ACF de mieux comprendre comment l'organisation prend des décisions et quel est son niveau de leadership pour répondre aux crises. De plus, la RTE permet de lister les leçons apprises dans la réponse d'urgence nourrissant les stratégies futures.

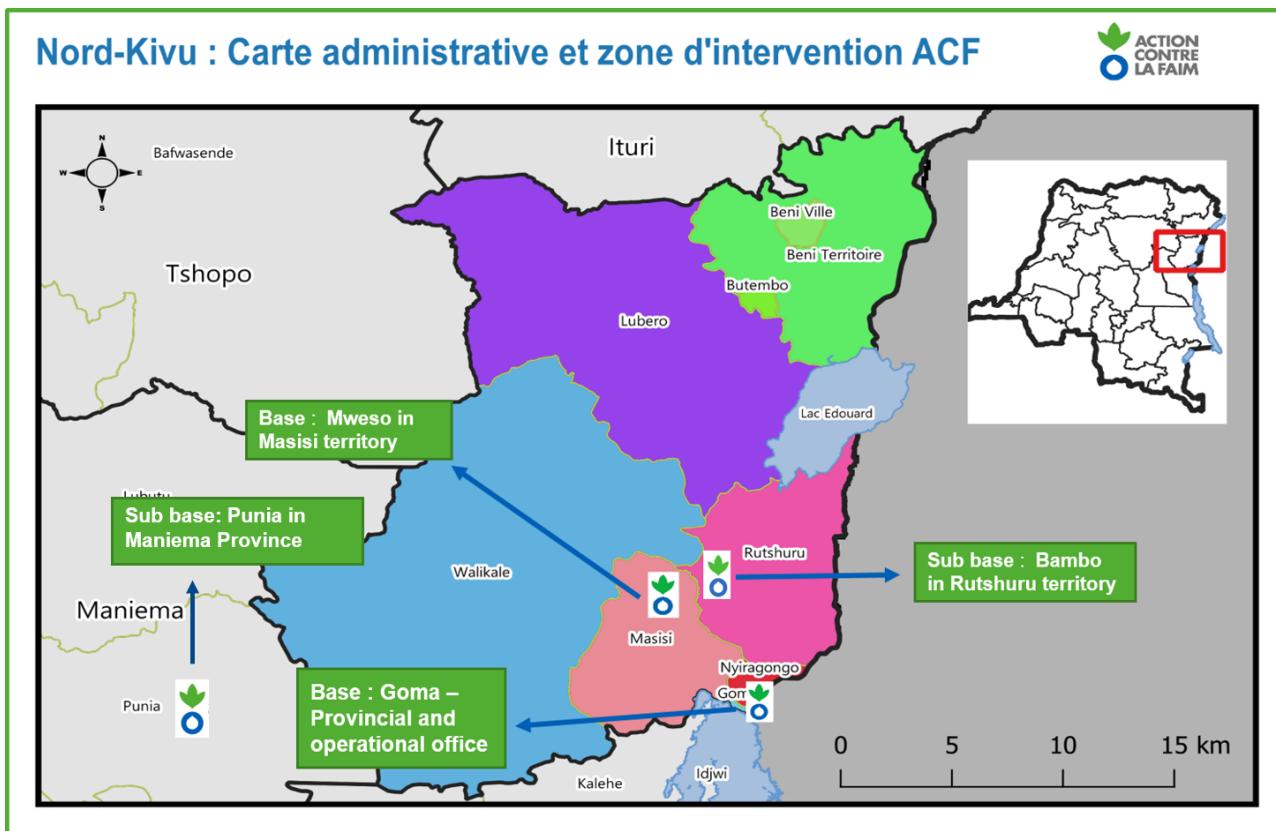
Il s'agira plus précisément d'évaluer :

1. La **qualité (efficacité, pertinence, durabilité)** et la **rapidité** de la phase initiale de la réponse à la crise du M23 ;



2. La **qualité et l'impact de la stratégie d'accès** adoptée pour atteindre les personnes vulnérables de part et d'autre des lignes de front ;
3. Recueillir et analyser les **enseignements tirés de l'expérience** et susceptibles d'éclairer les futures interventions d'ACF en cas d'urgence.

## 2. CARTE DE LA ZONE D'INTERVENTION



## 3. CONTEXTE DE 'INTERVENTION

Au cours des deux dernières années (2022 - 2023), la situation sécuritaire, politique et humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo a continué à se détériorer, avec des flambées de violence et des affrontements périodiques entre le groupe du Mouvement du 23 mars (M23) et les forces gouvernementales, ainsi qu'entre les forces d'autodéfense. Depuis l'année dernière, et particulièrement à la fin de l'année 2022, le groupe M23 - basé dans la province du Nord-Kivu - s'est engagé dans des combats qui ont exacerbé les tensions et constitué une menace pour la stabilité de la région, résultant, entre autres, de la prise de contrôle de certains territoires et localités par les forces rebelles. Malgré les initiatives bilatérales, régionales et internationales visant à désamorcer la crise, les griefs sous-jacents et les questions non résolues entre les deux parties ont continué à alimenter de multiples attaques depuis le début du mois de juin 2023, faisant des victimes des deux côtés, ainsi que des civils pris entre deux feux et contraints de se déplacer. De nombreuses personnes ont quitté leur domicile pour se réfugier dans des zones voisines ou dans des établissements formels et informels, dans l'espoir d'une certaine stabilité et d'une aide humanitaire.

Les affrontements armés entre les forces des FARDC, le M23 et d'autres groupes armés ont généré des risques de protection dans les territoires de Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Lubero au Nord-Kivu, avec une



augmentation signalée de la violence basée sur le genre et d'autres violations parmi les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Des dizaines de milliers de personnes ont fui vers des zones situées dans et autour de Goma, ainsi que d'autres zones dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, ce qui porte le nombre total de personnes déplacées par la crise du M23 à au moins 600 000 depuis mars 2022. Malgré des ressources limitées dans de nombreux sites de déplacés dans ces régions, les populations déplacées ont augmenté de façon spectaculaire dans plusieurs sites.

L'évaluation de la crise menée par l'OIM de fin juin à mi-juillet 2023 a permis d'identifier 613 073 personnes déplacées affectées par la crise du M23. 94% de ces déplacés sont localisés dans la province du Nord-Kivu, et 6% dans la province du Sud-Kivu, et se répartissent entre les familles d'accueil (41%), les centres collectifs (3%), et les sites spontanés (41%) et planifiés (3%). Au Nord-Kivu, le territoire de Masisi est le plus touché par les déplacements, avec 30 % des personnes déplacées, suivi de Lubero et Rutshuru avec 18 % chacun, Nyiragongo et Goma avec 17 et 11 % respectivement, et enfin le territoire de Walikale avec 1 %.<sup>1</sup>

Action contre la Faim a déployé ses équipes à la suite d'un appel de détresse lancé par des personnes déplacées installées dans les camps de Goma. La réponse immédiate comprenait l'approvisionnement en eau potable, suivi de la distribution de kits d'hygiène, d'activités de santé mentale et de soutien psychosocial, de santé et de nutrition.

Pendant ce temps, Action contre la Faim a maintenu sa présence opérationnelle dans les zones tenues par le M23 (Mweso, Kitchanga) et a ouvert un bureau supplémentaire à Bambo (Rutshuru), pour répondre aux besoins croissants en matière de santé et de nutrition.

## 4. MÉTHODOLOGIE

L'équipe d'évaluation (consultance) est en charge de concevoir l'évaluation, de choisir les méthodes appropriées, de collecter les données, de les analyser et d'en rendre compte. Les méthodes seront choisies en fonction du calendrier de collecte des données, des questions d'évaluation et des critères d'évaluation finaux. Une liste du personnel clé engagé dans la réponse, ainsi que des partenaires, des organisations sœurs et des homologues gouvernementaux seront fournies par ACF. Toutefois, la sélection finale des informateurs clés incombe à l'équipe d'évaluation.

ACF fournira un support et dispose d'un positionnement par rapport à ces évaluations qui pourront cadrer la méthodologie si nécessaire.

## 5. RÉSULTAT ATTENDU

Il est attendu de cette consultance d'un rapport d'analyse d'évaluation finale et de ses recommandations pour l'organisation.

## 6. CALENDRIER INDICATIF

Sorties	Délais
Plan d'activités et de consultations	15/11
Présentation des questionnaires	30/11
Rapport d'évaluation final	15/12

<sup>1</sup> <https://dtm.iom.int/reports/rdc-nord-kivu-evaluation-rapide-de-crise-m23-mai-2023>



## 7. DOCUMENTS ATTENDUS POUR SOUMISSION

- Présentation: CV du consultant et expériences d'évaluations
- Proposition technique (méthodologie et calendrier estimatif).
- Proposition tarifaire : devis détaillé (profil, nombre de jours estimés, tarif journalier)